

Les anarchistes espagnols à Marseille de 1890 à 1900

A la fin du XIX^e siècle, la ville de Marseille était en constante expansion, centre cosmopolite, rendez-vous de toutes les nationalités. Parmi ces immigrants, aux multiples origines, les Espagnols avaient constitué une colonie qui, bien que numériquement peu nombreuse, n'en formait pas moins un des éléments vivants de la cité.

Il serait intéressant, et ceci afin de préciser la participation des Espagnols à la vie marseillaise, de connaître les opinions politiques des membres de cette colonie, leurs conceptions et leurs réactions en cette matière, l'adhésion à certaines doctrines pouvant être révélatrice de l'homme, de ses idées, de ses engagements, de sa moralité.

Les Espagnols semblent avoir fait preuve, en général, d'une certaine passivité en ce domaine, ce qui se comprend d'autant mieux qu'ils étaient toujours menacés par des mesures d'expulsion, véritable épée de Damoclès pesant sur leur sort en terre française et sanctionnant toute action pouvant miner la sûreté de l'État ou le calme de la ville. Cette crainte les conduisait le plus souvent à un certain désintéressement politique, à l'acceptation, ou même à l'indifférence, autant d'attitudes difficilement repérables au travers des dossiers de naturalisation. Mais les résultats sont plus ou moins faussés par le fait qu'il s'agissait de documents officiels destinés aux autorités. Les formules relevées sont toutes similaires et il est difficile d'en déduire autre chose que ces Espagnols "ne s'occupaient pas de politique", ou qu'ils étaient républicains.

Dans la micro-société que formaient ces Espagnols à Marseille, existaient certainement des monarchistes convaincus, des républicains sincères, mais il nous est difficile de les connaître. Par contre une autre catégorie

d'Espagnols, bien peu importante il est vrai, fait l'objet de nombreux rapports de police : celle formée par les anarchistes. Militants convaincus et actifs aux côtés des autres anarchistes marseillais, leur prise de conscience et leur engagement les rendent plus visibles.

Les mesures de police prises à leur encontre donnèrent naissance à de nombreux rapports. L'anarchiste faisait tout pour éviter la police. Suspect par excellence, il se cachait, changeait constamment de domicile et tâchait de se fondre dans l'anonymat de la population marseillaise. Ainsi se découvrent, sous un angle de vision nouveau, certains ressortissants espagnols qui forment l'élément le plus original de cette colonie.

Outre les petits contingents de réfugiés politiques venus chercher asile en France, les adhérents à l'"Idée", chassés par la conjoncture, ou par les structures qui sévissaient en Espagne, avaient retrouvé un petit noyau cosmopolite qui s'agitait autour du Vieux-Port. Ils s'y intégrèrent d'autant mieux que l'anarchisme était puissamment développé en Espagne. Depuis le début de la seconde moitié du XIX^e siècle, la prédication anarchiste, lancée par Michel Bakounine, y avait rencontré un de ses lieux privilégiés, nombre d'Espagnols adhérant rapidement à la doctrine qui semblait le mieux traduire leurs aspirations. Mais c'est durant les vingt dernières années du siècle que se développa, en Espagne, comme du reste dans toute l'Europe, un climat favorable aux attentats terroristes et aux émeutes. En Espagne, la révolte s'était déplacée des campagnes d'Andalousie vers Barcelone, capitale de la colère grandissante. La répression y était si sévère que nombre de dirigeants et militants anarchistes durent quitter leur nation, dans un exil plus ou moins volontaire pour l'Amérique espagnole, ou divers pays européens, afin de poursuivre leur combat.

L'anarchisme espagnol, transporté par les courants migratoires sur le sol marseillais, se fondit dans le mouvement anarchiste français auquel s'étaient adjoints de nombreux Italiens. Réunies, ces diverses filières allaient constituer une « menace permanente pour l'ordre public, imposant par suite, sur ses agissements la plus étroite surveillance »¹.

1. Archives Départementales, M6/3392. (Rapport du Commissaire central au préfet le 18 janvier 1887.)

Comment était alors organisé ce complexe mouvement anarchiste ? Un rapport du commissaire central au préfet Courdanault, en date du 18 décembre 1899, apprend que « les théories anarchistes ont commencé à trouver des adhérents dans notre ville vers 1883 »². Vers 1890-1891, grossi surtout par des éléments italiens, l'anarchisme marseillais était scindé en trois formations distinctes : les « Rénovateurs », la « Jeunesse Révolutionnaire » et les « Vengeurs ».

C'est sur ce dernier groupe que nous nous arrêterons plus particulièrement. Bien que formé essentiellement d'Italiens, se trouve en son sein une minorité d'éléments espagnols. Malgré cette relative faiblesse qui pourrait vouer ces Espagnols à l'anonymat, un nom revient constamment dans les dossiers, celui de Joseph Torrens, un des fondateurs et propagandistes du mouvement anarchiste à Marseille. L'histoire devant déboucher sur le cas individuel, nous nous attacherons donc à la vie et à l'action de Joseph Torrens.

*
**

Torrens est incontestablement un des « leaders » de l'anarchisme à Marseille, porte-parole de tous ses compagnons espagnols. C'est à ce titre qu'il occupe une place privilégiée dans notre étude, en comparaison de celle de ses autres compatriotes.

Plus qu'aucun Espagnol, il fut l'objet d'une surveillance stricte, les indicateurs de police ne se faisant pas faute de répéter ses faits et gestes. Sur Torrens, rapports et notes des commissariats, souvent contradictoires, voire erronés, abondent. Malgré tout, au fil des liasses et des dossiers, l'homme apparaît, personnalité et idées. Pour mieux le comprendre, il est nécessaire de déborder de la décennie choisie.

Joseph Torrens, quelquefois désigné par erreur sous le nom de Pierre, est né à Barcelone le 5 juillet 1854. Il n'avait que deux ans lorsque sa famille quitta l'Espagne pour venir en France, plus précisément à Nantes³.

2. *Ibid.*, M6/3399.

3. *Ibid.*, M6/2457. Lettre du 19 mars 1890.

Comment s'effectua ce voyage ? — par bateau ou par voie continentale ? Quels étaient les motifs propres à cette famille qui la poussèrent, un beau jour, à émigrer vers la France ? Autant de questions sans réponse.

Le port atlantique ne fut qu'une étape. L'année suivante, en 1857, les Torrens gagnèrent Marseille pour une installation qui se voulait définitive. Joseph grandit donc à l'ombre de son frère aîné André, dans les rues de Marseille, ville qu'il ne quitta pratiquement pas. L'assimilation commencée dès la prime enfance fut rapidement achevée, et pour ainsi dire parfaite. Torrens ne s'exprimait-il pas dans notre langue, avec très peu d'accent ? Cette aisance lui permettait de se faire passer indifféremment pour Espagnol ou Français⁴. Avantage non négligeable pour cet anarchiste qui pouvait ainsi se soustraire aux recherches de police trop pressantes et masquer ses véritables activités.

Une lettre autographe, conservée aux Archives Départementales, montre la fort bonne connaissance qu'il avait du français. Avec Joseph Torrens nous avons un exemple de l'assimilation parfaitement réussie d'un ressortissant étranger immigré en France, mais nous ignorons comment cette culture avait été acquise, si Torrens avait poursuivi quelques études, ou s'il était un pur autodidacte.

Torrens se révèle « intelligent, actif et dangereux », ayant la parole facile. Issu d'un milieu modeste, il lui fallut très tôt gagner sa vie, exerçant divers métiers sans grande spécialisation. C'est certainement au contact des dures réalités de l'existence pour les ouvriers tant espagnols que français, et sous l'influence de son frère aîné André, anarchiste lui-même, que Joseph Torrens fut porté à militer dans les rangs anarchistes. Il se mêla donc aux mouvements révolutionnaires, puis spécialement anarchistes, dont il fut un des premiers propagandistes dans la cité phocéenne⁵. Son importance n'allait alors cesser de croître au fil des ans, son action des plus volontaires le portant dans tous les domaines : participation à des réunions

4. *Ibid.*, M6/4699. Note du 5 mars 1886.

5. *Ibid.*, M6/3399. Lettre au préfet du 18 décembre 1899.

publiques, collaboration à des journaux, correspondance avec les milieux anarchistes de France et de l'étranger, distribution de traits, etc., mais dans un seul, un unique but : diffuser l' « Idée ».

En 1882, il est déjà le secrétaire d'un groupe anarchiste ayant son siège 54, rue Saint-Laurent. Dans les années suivantes, il participe à la rédaction et à l'administration du journal anarchiste *l'Affamé* publié à Marseille⁶, puis au moment de l'épidémie de choléra, à l'organisation des meetings de juillet 1884⁷. Le 1^{er} décembre 1885, Torrens fait adopter un ordre du jour, lors d'une réunion publique franco-espagnole aux « Folies Marseillaises ». Cet ordre du jour engageait fermement les républicains espagnols à faire proclamer dans leur pays la République Sociale par tous les moyens possibles.

L'année suivante, en 1886, Torrens, toujours assidu aux diverses réunions anarchistes, est signalé, par le ministère de l'Intérieur, comme abonné au *Révolté* de Genève. Il est aussi le correspondant marseillais de plusieurs « feuilles » anarchistes, le *Droit Social*, *l'Étendard Révolutionnaire*, le *Révolté* de Paris, recevant sa correspondance au bar du Soleil, quai du Port, un des rendez-vous favoris des anarchistes.

Aux yeux de la police, il passe pour « le chef de l'Internationale » à Marseille⁸. Constamment surveillé, Torrens tente à plusieurs reprises d'échapper à cette sournoise emprise, « ayant soin lorsqu'il se sentait surveillé de loger dans un garni, tantôt dans un autre. Ce n'est qu'après d'actives recherches qu'il a été possible de savoir qu'il habitait réellement rue Coutellerie, 12 »⁸.

Torrens se signale encore avec l'anarchiste Mazade, en commémorant l'anniversaire de la Commune par la convocation d'une réunion au café de la Marine, 17, rue de la Loge, le 18 mars 1886. Il reçoit en outre des

6. *Ibid.*, M6/3390. Direction de la sûreté générale. 26 février 1886.

7. *Ibid.*, M6/3390. Rapport du 5 janvier 1887.

8. *Ibid.*, M6/4699.

journaux et brochures anarchistes (*Le Voleur, Organisation de la propagande, Dieu et l'Etat*) distribués clandestinement ou vendus au kiosque Gauchon, situé devant l' « Alcazar ».

En janvier 1887, Torrens est un moment soupçonné de posséder des explosifs dans un local loué par son frère André, où il remisait le charreton servant au transport de ses marchandises. L'enquête, puis la fouille discrète, ne révéleront rien. Il assiste régulièrement aux multiples assemblées anarchistes qui se déroulent tout au long de l'année, à la buvette du Caveau, 5, place d'Aix, au bar du Soleil, et entretient des « rapports suivis avec les révolutionnaires des principales villes de France et de l'étranger »⁹. C'est encore lui qui remit à l'anarchiste Montant le tract « Appel aux Conscrits » jeté en de nombreux exemplaires, le 10 février 1887, dans la cours de la caserne Saint-Victor¹⁰ — tract précédemment reçu à la buvette de son frère, 5, rue Vierge-de-la-Garde.

Devant l'influence grandissante de Joseph Torrens, les mesures policières à prendre à son égard vont se préciser. La direction de la Sûreté Nationale se demande « ... s'il ne conviendrait pas de prononcer l'expulsion du sieur Torrens et des autres individus de nationalité étrangère, qui se font remarquer par leur ardeur à propager des doctrines anarchistes et dont la présence en France peut avoir de graves inconvénients au point de vue de la sécurité publique »¹¹.

Selon une autre note, Torrens aurait envoyé à divers anarchistes de France et d'Angleterre « les plans des principaux édifices publics de Marseille, ainsi que les adresses des notabilités de la magistrature, de l'armée, de l'industrie et de la finance ». Devons-nous imaginer, à partir de ce fait, une conspiration à l'échelle internationale, un projet d'action contre les endroits et personnes à frapper en priorité à Marseille ? Torrens en étant alors soit l'instigateur, soit le bras, mais il ne fait aucun doute qu'il ait été un des principaux responsables sur le plan marseillais.

9. *Ibid.*, M6/3392.

10. *Ibid.*, M6/3393.

11. *Ibid.*, M6/3390. Lettre du directeur de la Sûreté générale au préfet (14-11-1888).

1890 voit une première arrestation de Joseph Torrens sous l'inculpation de provocation, par placards, à commettre des crimes. Il est alors incarcéré à la prison du boulevard Chave. Le 17 mai 1890, il fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu : « Quelque graves que soient les présomptions de la procédure, il n'a pas été possible d'établir d'une manière certaine que les écrits et les manifestes saisis au domicile des inculpés aient été affichés ou distribués par eux. »

Un arrêté d'expulsion est notifié, mais par acte du préfet, l'exécution de cette mesure est suspendue. Si la conduite ultérieure de Torrens donnait lieu à la moindre plainte, l'arrêté, dont il a été l'objet, serait immédiatement appliqué : « ... Mesure qui ne serait mise à exécution que si cet étranger continuait de se faire remarquer pour ses opinions anarchistes ¹². »

Les trois groupes anarchistes, les « Rénovateurs », « La Jeunesse Révolutionnaire », et celui composé par les anarchistes étrangers conservèrent leur cohésion jusqu'à l'arrestation de leur chef spirituel à Marseille, Sébastien Faure, le 4 avril 1892. Sa peine de quinze mois d'emprisonnement allait marquer un temps d'arrêt dans la propagande de la doctrine : « ... et pendant quelques mois, désorienté et apeuré aussi par la surveillance étroite dont il (le mouvement) se sentait l'objet, il sembla se départir de son habituelle audace et ses réunions devinrent moins fréquentes ¹³. » Par la suite, l'accession aux fonctions électives, dans diverses villes de France, de socialistes-révolutionnaires dont plusieurs venaient de quitter les troupes anarchistes, redonna du courage à ces dernières : « Leurs succès partiels, l'appui que les anarchistes comptaient trouver dans leurs quasi-compagnons les encouragèrent à relever la tête, et on vit alors s'organiser de nouvelles réunions, où l'exposé des doctrines anarchistes alternaient avec les propositions les plus violentes ¹³. »

C'est alors, au tournant de ce XIX^e siècle finissant, que d'un bout à l'autre de l'Europe, la violence déferla. Tous les pays allaient être le théâtre de ces sursauts anarchistes, ces grands attentats constituant une

12. *Ibid.*, M6/2457.

13. *Ibid.*, M6/3399. Rapport du 18 décembre 1899.

sorte de propagande par le fait. L'Espagne était entrée la première dans cette ère de terreur, de sang et de bombes — l'exécution de Pallan, auteur d'un attentat contre le capitaine-général de Catalogne marquant le début d'une « légende noire ». La vengeance anarchiste fut terrible avec l'explosion du théâtre du « Liceo » à Barcelone qui fit vingt morts et de nombreux blessés. — « De cette montée de l'absurde, de cette soumission au vide et au malheur, le tumulte des bombes qui scande la fin du siècle forme l'accompagnement funèbre »¹⁴. La France n'allait pas éviter ces drames, dont les plus célèbres seront dus à Ravachol.

Dans la nuit du 15 novembre 1893, eut lieu, en plein cœur de Marseille, une explosion violente au quartier général de l'Armée, rue Armény. Elle ne fit que des dégâts matériels, mais grandes allaient en être les répercussions. « Dans la nuit même, des perquisitions étaient opérées aux domiciles de cinquante-huit individus faisant profession d'anarchisme et réputés les plus dangereux »¹⁵. La presse marseillaise se fit l'écho du profond retentissement de cet attentat dans l'opinion publique. De nombreux articles parurent dans les jours suivants décrivant l'enquête de la police¹⁵. Les auteurs véritables de l'attentat ne furent jamais connus, mais la police profita de l'« incident », qui suivait de près la grave explosion du théâtre du « Liceo », pour essayer de détruire l'anarchisme à Marseille. Le 20 novembre, selon le *Sémaphore*, plus de soixante-dix anarchistes étaient sous les verrous.

Ne devait-on pas voir dans cette furie dévastatrice qui sévissait ici et là un ensemble de menées révolutionnaires à l'échelle méditerranéenne ? De même, ne pouvait-on mettre l'attentat de la rue Armény, en liaison avec l'envoi des plans des principaux édifices publics fait par Torrens, en 1888, à des groupements anarchistes de France et de Grande-Bretagne ?

Torrens, suspecté depuis longtemps et avec raison d'anarchisme, reçut la visite de la police le 18 novembre. La perquisition opérée à son domicile

14. J. BECARUD et G. LAPOUGE : *Anarchistes d'Espagne*, Paris, 1970.

15. *Le Radical*, *le Petit Provençal*, *le Sémaphore*. (Sondages).

ne permit de découvrir que quelques brochures et journaux interdits ¹⁶. A elle seule, cette saisie ne pouvait provoquer une expulsion. Mais Torrens traînait avec lui son lourd passé de militant, fort bien connu des autorités. L'arrestation de 1890 lui avait valu une mise en sursis d'un premier arrêté d'expulsion. Avec l'attentat et la perquisition, le couperet tombe : Torrens sera conduit à la frontière presque un mois après son arrestation, de même que treize autres anarchistes de différentes nationalités.

Par force, il s'en retourne vers sa ville d'origine, Barcelone, cité qu'il n'avait pas connue, ayant pratiquement toujours vécu en France, à Nantes et à Marseille. D'Espagne, il entretient des relations avec des anarchistes français tels le portefaix Guérin, ou le bijoutier Mazade ¹⁷. Nul doute que de Barcelone, Torrens n'ait continué à militer, s'attachant à diffuser activement l'« Idée », œuvrant pour une plus large prise de conscience des masses espagnoles.

*
**

Torrens, bien que ses activités politiques l'aient fait distinguer de la masse des Espagnols vivant à Marseille, n'en est pas moins, par certains côtés, un homme représentatif de sa colonie. Son physique, si nous nous en référons au signalement donné par la police en 1893, rassemble des traits caractéristiques de la race espagnole :

« Taille d'un mètre soixante-huit centimètres ; cheveux et sourcils bruns, front couvert, yeux châtain foncé, nez fort, bouche moyenne, menton rond, barbe noire, visage ovale, teint coloré ¹⁸ ».

C'est un émigré, qui a suivi ses parents, dès son plus jeune âge, dans leur quête d'un avenir meilleur. Issu d'un milieu modeste, il a dû gagner sa vie très tôt en exerçant divers métiers. En 1883, il se lança dans une

16. Archives Départementales, M6/3399.

17. *Ibid.*, M6/4699 : Télégramme « Intérieur Sûreté au préfet des Bouches-du-Rhône », 19 janvier 1895.

18. Archives Départementales M6/3399. « Etat signalétique des anarchistes étrangers expulsés de France » (n° 1 mars 1894), (Ministère de l'Intérieur. Division Sûreté générale, 4^e bureau).

petite affaire de fruits, en association avec S. Goirand, un des fondateurs du cercle « l'Indépendance », et membre du cercle « Esquiros ». Ensemble, ils se livraient à leur négoce, rue des Marquises. En exerçant ce métier, il rejoignait la tradition espagnole de la vente des fruits à Marseille, qui était devenue un quasi-monopole ibérique. Mais l'association n'allait être qu'éphémère, éclatant à la suite d'une brouille. Torrens continua désormais seul son petit commerce¹⁹, partageant son temps entre la pêche des coquillages et la vente de ses fruits en ville²⁰. Un temps, il sera signalé comme « vivant aux crochets de femmes de mauvaise vie ». Torrens était-il alors proxénète, en plus de ses occupations marchandes, ou doit-on y voir une interprétation abusive de sa liaison avec Marie Maestrelli, « fille soumise » ? Toujours est-il que cette liaison douteuse s'est vraisemblablement terminée peu avant son arrestation de 1890. Dans la lettre que Torrens adressa personnellement au préfet, il mentionnait son désir d'épouser une femme « au-dessus de tout reproche ». Ce mariage sera conclu en 1890. L'année suivante, Torrens et sa famille furent recensés au numéro 3 de la rue Vierge-de-la-Garde, dans le premier arrondissement²¹ :

- Torrens Joseph, 35 ans, journalier-chef.
- Torrens Pauline, 22 ans, sans profession, épouse.
- Torrens Joseph, 1 an, sans profession, enfant.

Ayant abandonné la vente des fruits au détail, Torrens, pour nourrir sa petite famille, va travailler ensuite en qualité de journalier chez deux marchands de fruits, Guérard, puis Gaygari, boulevard de la Corderie²².

Si Joseph Torrens jouissait d'une position prééminente à l'intérieur du mouvement anarchiste de Marseille, dans la vie quotidienne, ce ne fut qu'un petit marchand besogneux, puis un simple journalier, aux salaires

19. *Ibid.*, M6/3389. Rapport n° 446. Commissariat central. 3 février 1883.

20. *Ibid.*, M6/3393. Rapport du 7 juillet 1886.

21. *Ibid.*, Recensement de 1891. XM 234 235 236, (1^{er} arrondissement).

22. *Ibid.*, M6/2457.

peu élevés, souvent irréguliers. Son milieu et sa situation sociale l'avaient toujours mis en contact avec la dure condition des ouvriers du temps, ce qui peut expliquer sa révolte personnelle conduisant à l'anarchisme. Sa mentalité typiquement espagnole joua certainement un rôle dans cette prise de conscience.

Torrens aspirait certainement, par son action, à aider, à améliorer le sort de tous les « gagne-petit », des immigrés, de ses compatriotes restés au pays, mais le manque de solidarité et de moyens, l'indifférence de la population marseillaise, firent que dans cette ville, les mouvements anarchistes ne s'articulèrent jamais sur des mouvements de masse. D'ailleurs l'intransigeance de la doctrine, son dédain de toute organisation, son extrémisme et son penchant à la violence, vouaient de tels désirs à l'échec.

**

L'arrestation et l'expulsion de divers anarchistes étrangers dont Torrens, « connus, aux dires du commissaire central, pour leur influence sur leurs coreligionnaires politiques, leur caractère résolu, et les relations qu'ils entretenaient avec les anarchistes du dehors, ont causé dans l'ensemble du parti un véritable désarroi. On peut dire qu'à l'heure actuelle, il n'existe plus à proprement parler de groupements d'anarchistes dans notre ville. Les étrangers ont perdu les petits centres de ralliement qu'ils avaient chez Torrens, Novelli, et deux ou trois autres expulsés, et s'abstiennent de fréquenter comme par le passé le bar de « l'Alliance Latine »²³.

La répression contre le mouvement anarchiste s'exerçait aussi dans toute la France, ce qui entraîna la désorganisation à peu près complète des groupements, la disparition de la presse libertaire, l'exil des principaux militants, l'emprisonnement ou le bagne pour les terroristes ou supposés tels, la cessation de toute activité pour ceux qui conservaient une liberté précaire. L'année 1894 marque un tournant dans l'histoire de ce mouvement : sans renoncer à leurs principes, les anarchistes vont désormais

23. *Ibid.*, M6/3397.

s'efforcer de s'affirmer par d'autres moyens. L'ère des attentats individuels va prendre fin, celle des minorités agissant au sein des masses va commencer ²⁴.

En Espagne, l'engrenage du terrorisme, du contre-terrorisme et de la violence, ravageait le pays, à la grande joie des extrémistes, qui croyaient secouer bientôt la torpeur des masses, et espéraient une révolte prochaine, à la grande joie aussi des milieux réactionnaires qui avaient l'occasion d'ancrer le mouvement ouvrier et de renforcer l'appareil répressif ²⁵. Prolongement de ces mesures de répression en Espagne, le groupe anarchiste de Marseille se gonfle de nombreuses arrivées. Marseille, en ces années, devient une plaque tournante pour ce mouvement, importante ville étape où l'on sait trouver appui et secours. Nous possédons le dossier d'un dénommé Beltram qui, après une manifestation hostile au gouvernement, faite à Barcelone, dut embarquer à destination de l'Algérie. Expulsé, il s'arrête quelque temps à Marseille avant de gagner l'Italie ²⁶.

Mais, parallèlement à ces séjours temporaires, d'autres installations furent plus durables. Chassés de la péninsule ibérique, ou fuyant cette dernière par conviction personnelle, une nouvelle vague de migrants espagnols, constituée essentiellement de déserteurs et d'anarchistes, trouva refuge à Marseille. Parmi eux, José Antoine, qui se faisait appeler aussi Ferrand, arrivé le 9 février 1896 ; Nin, débarqué en septembre 1896, lui aussi en provenance de Barcelone, déserteur, résidant 9, rue de la Mûre. D'autres anarchistes seront aussi signalés habitant 9, rue de la Mûre, tels Raphaël Sol, fondateur de fer ²⁷, qui avait déserté l'armée espagnole pour ne pas se battre à Cuba, ou le cordonnier Almela, qui vivait dans ce même garni avec son compatriote Montalva depuis septembre 1896 ²⁸. Doit-on voir en ce meublé un lieu de rendez-vous anarchiste, ou une erreur administrative ? Les recensements de 1891 ou de 1896 ne nous permettent pas de répondre sur ce point.

24. J. MAITRON : *Histoire du mouvement anarchiste en France*, pp. 241-245.

25. C.-M. LORENZO : *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, (Paris, 1969) p. 36.

26. Archives Départementales, M6/3396.

27. *Ibid.*, M6/4698.

28. *Ibid.*, M6/4687.

L'année 1897 vit, elle aussi, affluer des anarchistes à Marseille, suite à une nouvelle flambée de violence à Barcelone. Leur établissement fut bref. Une lettre adressée par le commissaire central au préfet nous révèle que « ... de tous les anarchistes venus à Marseille, lors des attentats de Barcelone, il ne reste plus personne ; ces individus sont rentrés dans leur pays à la suite de l'amnistie de mars 1897²⁹. »

Les vides laissés par ces départs furent compensés par d'autres arrivées. Parmi les libertaires les plus « dangereux » aux yeux de la police, on peut citer José Moreno Ruig, Maria Cubeles, Balbé y Villa, qui débarquent à Marseille en juin 1897 ; cependant ces migrations « anarchistes » ne furent que des phénomènes momentanés, tant dans leurs causes que dans leur durée, l'intention des réfugiés étant de retourner en Espagne dès que les circonstances politiques seraient favorables.

Grands étaient les liens, tant humains que politiques, qui reliaient Marseille à l'Espagne en pleine effervescence. Les attentats à la bombe, innombrables depuis de longues années, avaient amené les autorités à exercer une dure répression, cycle sans fin d'arrestations, de tortures et d'exécutions. Pour tous les milieux extrémistes européens, Barcelone prit figure de cité intraitable et martyre. Les Marseillais, et plus spécialement les anarchistes, ne furent pas insensibles aux cruelles tragédies qui se déroulaient outre-Pyrénées. Plusieurs fois, dans les années 1895-1900, ils prirent ouvertement parti en faveur des victimes de Montjuich, en manifestant publiquement leur hostilité au pouvoir espagnol, encourageant le peuple dans sa lutte. Bien que ces réunions fussent organisées par des Français, nul doute que les ressortissants ou fils de ressortissants espagnols y ont participé, ressentant plus personnellement les heures difficiles que traversait leur pays.

Le 10 janvier 1897, se tint une réunion publique pour dénoncer « l'Inquisition espagnole ». On y flétrit le gouvernement, en particulier

29. *Ibid.*, M6/4694.

son chef Canovas, et le président du Conseil de guerre Marzo, « au sujet des tortures et des atrocités qu'ils ont fait subir aux condamnés de Barcelone, dont plusieurs sont Français³⁰ ».

Le 25 mars 1900, une autre réunion publique groupa près de mille personnes, d'après les rapports de police. Sébastien Faure, chef de file du mouvement anarchiste à Marseille, et deux personnalités espagnoles, Emilio Junoy, ex-député de Barcelone, et Angela Lopez, directrice du *Progreso* de Madrid, prirent tour à tour la parole. L'ordre du jour rappelle que « trois mille citoyens français, espagnols, italiens, réunis pour protester contre les exactions de la réaction cléric-militaire espagnole envoient leur témoignage de sympathie et de solidarité aux victimes de Montjuich³¹ ».

Patrick BOULANGER.

30. *Ibid.*, M6/3347.

31. *Ibid.*, M6/3350.